

# Kabila embarrasse toute une région

■ Les tensions à Kinshasa font craindre le pire dans toute la région.

Août devrait être marqué par une série de manifestations anti-Kabila.

■ La situation économique est désastreuse.

Dossier réalisé par Hubert Leclercq

## Bras de fer

**Mobilisation de l'opposition.** Le mois d'août qui s'ouvre ce mardi s'annonce particulièrement riche en émotions en République démocratique du Congo. Après quelques échecs marquants, l'opposition politique entend relever la tête en organisant deux journées "villes mortes", les 8 et 9 août. Deux journées durant lesquelles toute l'activité économique devrait être à l'arrêt. Un vrai défi pour une opposition politique qui a loupé tous ses rendez-vous depuis le début de l'année.

**P**ersonne, dans la région, n'a envie de voir Kabila rater sa sortie. Mais, dans le même temps, aujourd'hui, plus personne ne pense qu'il soit en mesure de se maintenir au pouvoir très longtemps", explique, ce lundi matin, un diplomate de la République du Congo de passage à Bruxelles. Pour ce Brazzavillois, "une implosion de la République démocratique du Congo serait aussi une catastrophe pour tout un sous-continent et même au-delà. Il faut donc trouver une solution pour une alternance la moins chaotique possible".

Les présidents de la région sont très embarrassés et cet embarras va croissant chaque jour. Depuis des mois, les officines de la région scrutent attentivement ce qui se passe à Kinshasa et craignent qu'un embrasement de Kinshasa ne mette le feu aux poudres chez eux.

"Beaucoup de présidents dans la région ne sont pas mieux élus que Joseph Kabila. Ils sont quelques-uns

*dans ce coin à avoir trouvé des arrangements pour le moins particulier, et c'est un solide euphémisme, avec les textes légaux pour se maintenir au pouvoir", explique cet ancien diplomate français qui poursuit : "ils savent que si Kabila est chassé par la rue, cela risque de donner des idées chez eux. La révolution au Burkina Faso a fait naître des ambitions dans pas mal de pays. Mais jusqu'ici, les chefs d'Etat africains du coin se sont accrochés sans trop de mal au pouvoir. Ils savent qu'une répétition de ce phénomène dans un pays de la taille et de l'importance stratégique de la République démocratique du Congo pourrait avoir des conséquences beaucoup plus dramatiques pour eux. C'est pour cela qu'ils sont tirillés. Ils n'ont pas envie que Kabila soit chassé mais ils savent que s'il ne trouve pas une solution rapide ce sera inévitable. L'équation est compliquée", poursuit l'ancien ambassadeur français.*

### Les parrains

En Afrique centrale, deux hommes apparaissent comme les parrains, le Congolais Denis Sassou Nguesso et l'Angolais José Eduardo Dos Santos. Le premier vient de remporter sans surprise les législatives. Malgré ce succès... discutable, il traverse des moments difficiles avec l'ancienne métropole française et sait que sa proximité géographique avec la RDC voisine (entre Kinshasa et Brazzaville il n'y a comme frontière que la largeur du fleuve Congo) en fait la première victime potentielle d'un tsunami kinois.

### Le poids angolais

Le second, le vétéran angolais, 74 ans et à la tête de l'Etat depuis 1979, est sur le départ. Des élections générales sont prévues le 23 août. Son parti, le MPLA, devrait l'emporter et devrait ensuite élire son successeur, l'actuel ministre de la Défense angolaise José Lourenço. Tout est écrit... sauf en cas d'explosion de violence en République démocratique du Congo avec laquelle l'Angola partage plus de 2 000 kilomètres de frontières. Les violences au Kasai, dans lesquelles les forces armées congolaises ont été clairement accusées de porter une lourde responsabilité, tant par les organisations de défense des droits de l'homme que par les Nations unies, ont jeté plus de 1,4 million de Congolais sur les routes de l'exil, plusieurs dizaines de milliers ont pris la direction de l'Angola, déjà en

prise à une violente crise économique. La goutte qui a fait déborder le vase pour l'Angola qui a depuis multiplié les gestes de mauvaise humeur à l'égard de Kinshasa de l'abandon de la coopération militaire à la fermeture des frontières, sans oublier le rôle joué par le beau-fils du président Dos Santos, Sindika Dokolo, quadra congolais qui a épousé Isabelle, la businesswoman de la famille. Depuis plusieurs semaines, Sindika Dokolo est entré en conflit ouvert avec le pouvoir en place à Kinshasa. "Je ne supporte plus la barbarie qui sévit en RDC", avait-il expliqué, le 30 mai dernier sur le site lalibrefrique.be. Même si le Sindika Dokolo dispose d'une marge de manœuvre par rapport à son beau-père, il ne fait guère de doute que son offensive contre le régime Kabila et ses dérivés n'a pas été déclarée sans l'assentiment de Luanda.

Le président Dos Santos a d'ailleurs déclaré qu'il espérait que la crise congolaise soit réglé avant de passer la main, début de l'année prochaine à son successeur.

### De Bujumbura à Libreville en passant par Yaoundé

A côté des deux parrains de l'Afrique centrale, le nombre de présidents de la sous-région qui scrutent d'un œil aussi attentif que craintif la situation à Kinshasa sont légion. Le Gabonais Bongo, réélu dans des conditions douteuses, s'est jusqu'ici montré assez solidaire à l'égard du clan Kabila. "Mais pas au point de se mettre en danger pour Kabila", explique le diplomate français.

Le Burundais Nkurunziza, lui, s'est assis sur sa Constitution pour se maintenir au pouvoir. Souvent cité comme un "exemple" suivi par Kinshasa pour ses dérivés autoritaires et ses violences, l'homme de Bujumbura sait qu'en cas de déflagration en RDC voisine, la vague ou le ressac finira par l'emporter.

Le Cameroun d'un Paul Biya chancelant, la République centrafricaine toujours mal en point, le Soudan du Sud ou même la Guinée équatoriale, avec un pouvoir de plus en plus mal menée pour ses excès de tous ordres, suivent avec angoisse les sursauts congolais. Même le sphinx rwandais Paul Kagame, qui doit être réélu dimanche prochain, a pris conscience que soutenir Kabila pouvait s'avérer très dangereux. Le régime congolais vacille et est de plus en plus isolé sur la scène mondiale et régionale.

# “On nous demande de ne pas afficher le taux de change pour éviter la chute du franc!”

**D**ès le début de cette année, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale avaient mis en garde. *“Si rien ne change, le dollar vaudra 1900 à 2000 francs congolais en décembre prochain”.*

Une prévision qui s'avère en deçà de la réalité tant le cours du franc congolais dévisse. *“Il y a un an, comme depuis des mois, voire des années, il fallait un peu moins de 1000 francs congolais pour un dollar. Aujourd'hui, on est au-dessus de 1700 francs et ça s'empire semaine après semaine”,* explique Marc Antoine, jeune Kininois habitué aux petits commerces. *“Du coup, tout devient trop cher”,* insiste-t-il. *“Les salaires ne suivent pas.”* Et ce ne sont pas les fonctionnaires qui diront le contraire, eux qui ont d'importants arriérés de paiement et dont les salaires sont demeurés inchangés malgré cette inflation.

## “De plus en plus de Congolais ont faim”

*“Au marché, les vendeurs font des morceaux de plus en plus petits pour que les marmans puissent acheter avec ce dont elles disposent”,* poursuit Marc Antoine.

Les “bureaux de change”, très nombreux dans certaines artères ont été “sensibilisés” la semaine dernière par les autorités bancaires congolaises pour qu'ils n'affichent plus le taux de change. *“C'est la conséquence qui est devenue la cause, c'est quand même incroyable”,* s'amuse Mama Sabine qui tient boutique pas très loin de la gare centrale de Kinshasa, dans le quartier de la Gombe. Ces dernières heures, le franc congolais a connu sa première légère embellie. *“Elle sera de courte durée”,* tranche un banquier de Kin qui ne “cache pas” son inquiétude. *“Tous les voyants sont dans le rouge. Il n'y a pas un élément positif. Les réserves de la Banque centrale peuvent tout au plus couvrir deux semaines d'importations. Aucun Etat sérieux ne peut vivre sereinement*

*avec de tels chiffres.”* Et dans le contexte politique actuel, les investisseurs ne se bousculent pas au portillon *“et les banques congolaises qui sont essentiellement des structures familiales ne peuvent soutenir les investissements”,* poursuit notre banquier qui prévient : *“De plus en plus de Congolais ont faim. Physiquement faim. A Kinshasa, c'est de plus en plus marquant et de plus en plus inquiétant. Les gens ne sortent plus le soir. C'est un signe des plus inquiétants.”*

## Marches pacifiques

### Les mouvements citoyens réprimés

**La Lucha** (Lutte pour le changement), l'un des principaux mouvements citoyens, avait fait de ce lundi 31 juillet, un jour de mobilisation pour en appeler au dépôt d'un calendrier électoral crédible par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) chargée d'organiser les élections qui, selon l'accord de la Saint-Sylvestre, signé par la majorité présidentielle et le Rassemblement de l'opposition sous l'égide des évêques congolais, doivent se tenir en décembre prochain.

**Les manifestations** annoncées dans toutes les grandes villes de la RDC ont toutes été réprimées. Les tirs de gaz lacrymogène, le déploiement massif des policiers et les arrestations ont été les moteurs de cette journée.

**Une cinquantaine** d'arrestations ont été opérées, selon les sources policières qui ont justifié ces arrestations par le fait que ces manifestations n'avaient pas été autorisées. Une petite dizaine de journalistes a aussi été interpellée pendant quelques heures avant d'être relâchés.